

## **Rapport sur le webinaire consacré à la classe et au genre, organisé pour les leaders et les membres de l'équipe de StreetNet**

31 octobre - 1er novembre 2022, 2 sessions de 2 heures (sur la plateforme Zoom)

### **Objectifs des sessions :**

1. Présenter une brève historique de la création de StreetNet en mettant l'accent sur la catégorie des gens et la classe pour lesquelles elle a été conçue ;
2. Familiariser les leaders avec les résolutions fondatrices de StreetNet en mettant l'accent sur la classe et le genre ;
3. Réfléchir sur la signification/la pertinence/le respect des Résolutions fondatrices et l'évolution de StreetNet et de ses membres ;
4. Réfléchir sur le travail effectué par l'administration de StreetNet en 2009 en matière des relations de classe parmi les vendeurs informels, ainsi que sur les progrès réalisés depuis lors ;
5. Réfléchir sur l'autonomisation des femmes à différents niveaux pour lutter contre l'inégalité persistante entre les sexes dans StreetNet et assurer la durabilité et le développement organisationnels ;
6. Réfléchir à ce qu'il reste à faire pour organiser les vendeurs informels défavorisés, qui continuent à exercer leurs activités, et pour parvenir à leur représentation plus large ;
7. Évaluer les membres de StreetNet au cours de sa période de 20 ans ; ce que nous sommes et ce que nous voulons être dans StreetNet dans 10 ans ?
8. Réfléchir aux outils et aux stratégies de plaidoyer qui doivent être développés pour mieux organiser les véritables membres de StreetNet et voir les leaders mieux engagés.

### **Liste des participants :**

#### **Membres du Conseil international de StreetNet :**

Mme Lorraine Sibanda, M. Alberto Santana, Mme Angélique Kipulu, Mme Annie Diouf, Mme Jeanette Nyiramassengesho, M. Jamaladdin Ismayilov, M. Herminio Guevara Diaz, M. Kenwilliams Mhango, Mme Maya Gurung, Mme Kadiatou Barry, Mme Anastasie Chodaton, Mme Iryna Yaskevich, Mme Hannah Tarpeh, M. Aaron Boima

#### **Coordonnateurs des points focaux régionaux :**

Mme Tamara Bonari, M. Komi Kessouagni, (M. Herminio Diaz).

#### **Membres du personnel :**

Mme Oksana Abboud, Mme Irene Doda, Mme Margarida Texeira, Mme Eleni Rozali, Mme Jane Masta, Mme Evelyn Benjamin Sampson, Mme Kateryna Yarmolouk-Kroek, Mme Maira Vannucchi, Mme Nash Tysmans, Mme Annelene Shahbaz, Mme Suvarna Ragunan.

**Sessions dirigées par :**

Mme Pat Horn, Mme Maira Vannuchi

**Représentante de WIEGO :**

Mme Sofia Trevino

---

Mme Oksana Abboud a inauguré la session et a rappelé l'importance de ce sujet pour les membres de StreetNet, dont l'objectif est à nous remettre en mémoire les politiques fondatrices de StreetNet et de mettre un accent particulier sur les classes et le genre. Cette session est aussi pertinente pour nous tous, sachant qu'elle est organisée juste avant le 20<sup>e</sup> anniversaire de StreetNet et le 7<sup>e</sup> congrès international de StreetNet, qui se tiendra en mai 2023.

**Présentation de Mme Pat Horn**

StreetNet International a été lancé à Durban, Afrique du Sud, le 14 novembre 2002, après trois ans de préparatifs qui ont débuté en janvier 2000. Les préparatifs comprenaient trois ateliers régionaux : à Lima, au Pérou, en 2001, pour l'Amérique latine ; à Patna, en Inde, en 2002, pour l'Asie ; et à Accra, au Ghana, en 2002, pour l'Afrique. Chacun de ces ateliers régionaux a été suivi par des organisations membres potentielles de StreetNet, et on a veillé à ce qu'il y ait une majorité de femmes parmi les participants, en reconnaissance du fait que la majorité des vendeurs de rue et des vendeurs informels dans le monde sont des femmes. Il y avait trois questions clés qui devaient être explorées et débattues dans chaque région, afin de déterminer comment la nouvelle organisation devrait être structurée et réglementée.

**Question 1 – Comment assurer et maintenir un leadership féminin fort ?**

Le mouvement syndical des travailleurs de l'économie formelle a fourni un exemple vivant de la façon de NE PAS faire les choses. À l'exception des syndicats spécifiquement féminins, y compris l'Association des travailleuses indépendantes (Self-Employed Women's Association - SEWA) en Inde, les syndicats étaient bien connus pour ne pas être à la hauteur des politiques d'égalité des sexes, même ceux d'entre eux qui étaient relativement modestes, et pour maintenir des niveaux solides de domination patriarcale, même dans les syndicats dont les femmes étaient majoritaires. Les quotas de participation des femmes en tant que mécanisme permettant de remédier à cette situation n'étaient pas populaires dans le mouvement syndical. Néanmoins, dans le même temps, il y avait une pénurie de stratégies alternatives faisant réellement la différence. Ainsi, l'initiative pour l'établissement de StreetNet International a cherché à établir un nouveau précédent.

Pour commencer, la convocation d'ateliers régionaux avec une majorité (ou même un nombre égal) de participantes a permis d'établir un terrain de jeu équitable pour l'émergence d'une bonne décision à cet égard. Des débats vigoureux ont eu lieu au cours de chacun de ces ateliers régionaux, et dans chacun d'entre eux, indépendamment, le consensus atteint était qu'un quota de 50 % pour le seuil MINIMUM de participation des femmes à tous les niveaux de l'organisation (ce qui est différent de la participation 50-50 des femmes et des hommes) soit rendu constitutionnellement obligatoire.

La Constitution de StreetNet International a donc été rédigée de telle sorte qui permettait l'intégration du principe de quota de 50 % dans ses nombreuses clauses différentes pour assurer sa mise en œuvre très approfondie.

### **Question 2 – Comment traiter avec les partis politiques ?**

Le phénomène des politiciens utilisant les vendeurs de rue comme chair à canon à chaque fois que les élections approchent, est l'une des histoires les plus anciennes qui soient. Les organisations établies de longue date ont de nombreuses anecdotes à ce sujet, tandis que certaines des organisations les plus récentes s'enthousiasment encore lorsqu'elles sont approchées par des politiciens qui proposent de les aider ou de « s'associer ». Cela signifie que toute organisation de vendeurs de rue et de vendeurs informels doit avoir une politique très claire, adoptée démocratiquement puis appliquée avec diligence et uniformité. Ceci est particulièrement important pour donner à l'organisation et à ses membres les moyens de lutter contre l'utilisation des stratégies visant à diviser pour mieux régner à leur encontre, si populaires auprès des politiciens et des autorités.

Lorsque ce sujet a été débattu dans trois régions différentes du monde avec trois types différents de cultures politiques, le résultat de chaque atelier régional était très similaire. Dans chaque cas, il a été convenu que même si chaque organisation affiliée à StreetNet International serait relativement autonome, l'auteur de sa propre constitution et de ses politiques organisationnelles, y compris sa politique concernant les partis politiques - StreetNet International devrait maintenir la neutralité politique du parti et ne serait pas libre de s'engager dans toute affiliation ou relation politique partisane, même (et surtout) avec un parti politique lié à l'une de ses organisations affiliées.

Cela signifiait que l'engagement futur de StreetNet avec les partis politiques dans le but de défendre et d'influencer les lois et les politiques devrait être fait sans entrer dans aucune relation institutionnelle avec ces partis politiques, en maintenant des frontières partisans bien définies.

### **Question 3 – Quel devrait être le rôle des ONG ?**

Pour le profane moyen, cela peut sembler ne pas être un problème. Il existe de nombreuses ONG qui offrent des services et un soutien technique aux vendeurs de rue et aux vendeurs informels. C'est bien sûr une bonne chose. Néanmoins, ce qui n'est pas une si bonne chose, c'est lorsque les représentants de ces ONG commencent à rivaliser avec les vendeurs de rue et les vendeurs informels pour les postes de direction dans une organisation démocratique basée sur les membres. À court terme, si les représentants des ONG, avec leur expertise technique supérieure, étaient libres de concurrencer avec les vendeurs de rue ordinaires et les vendeurs informels pour l'élection en tant que leaders, la probabilité de réussir à construire un leadership fort de la classe ouvrière dans le secteur devient très mince. Par contre, les besoins des publics marginalisés pour une telle expertise, ainsi que les ressources financières qui l'accompagnent souvent, font naître la tentation de succomber à un certain niveau de dépendance (au mieux) voire de clientélisme (pire) qui voit parfois des ONG s'affilier à des organisations de terrain et finir par les diriger. Cette question a donc fait l'objet d'un débat extrêmement nourri dans chacun des ateliers régionaux. En fin de compte, chacun des participants a tiré la même conclusion, que StreetNet International devrait s'associer avec les ONG, en particulier les organisations de services, mais NE PAS les accepter comme affiliés. En conséquence, la constitution a été rédigée pour n'accepter que les

organisations basées sur les membres - vendeurs de rue et vendeurs informels - en tant qu'affiliés directs avec le droit de nommer leurs membres pour l'élection aux postes de direction les plus élevés.

Le leadership des travailleurs ne se construit pas du jour au lendemain, et la plupart des organisations mettent quelques années à développer un solide leadership des travailleurs. StreetNet International a été fondé en tant qu'organisation de travailleurs de l'économie informelle, selon le principe du contrôle démocratique des travailleurs. Cela signifiait que le leadership qui s'était développé était délibérément façonné par des travailleurs de ce secteur de l'économie informelle, en assurant qu'au moins 50 % d'entre eux seraient des femmes leaders du secteur.

**Quelques observations :** StreetNet a réussi à développer un niveau impressionnant de leadership féminin au cours des 10 premières années de son existence, en raison de la mise en œuvre très stricte de la disposition de la Constitution relative aux quotas de femmes, bien qu'il ait fallu 14 ans et de nombreuses luttes amères avant que la première femme présidente ne soit élue en 2016.

Cependant, l'engagement de la classe ouvrière à « construire un leadership fort parmi les vendeurs les plus pauvres et les plus défavorisés » a été faiblement mis en œuvre lors des élections à la direction. Cela a été étudié et analysé lors d'un atelier de StreetNet International sur les relations de travail parmi les vendeurs informels, tenu à Durban, Afrique du Sud, du 18 au 20 mai 2009.

### **Questions et réponses**

Pat invita le public à réfléchir sur les aspects suivants : de nombreux leaders viennent de la classe supérieure. En faisons-nous assez pour promouvoir la classe la plus pauvre ?

Quel rôle / pertinence donnons-nous aux résolutions fondatrices de StreetNet ?

### **Angelique Kipulu (LDFC – RDC)**

Elle a commencé comme simple déléguée et s'est élevée jusqu'au sommet de l'organisation. Elle reconnaît que les syndicats sont souvent dirigés par des hommes. Les leaders devraient être issus des mouvements de base. La majorité, à ce niveau, sont des femmes. Nous devons renforcer leurs capacités, en favorisant davantage la sensibilisation aux questions de classe et de genre.

### **Lorraine Sibanda (ZCIEA – Zimbabwe)**

Merci Pat d'avoir attiré l'attention sur ce sujet. Jusqu'à présent, SNI est sur la bonne voie et je pense que cet atelier nous éclairera davantage et contribuera à renforcer nos principes.

### **Nash Tysmans (Coordinatrice régionale de SNI)**

J'apprécie que nous ayons cette direction dans StreetNet (à travers les politiques fondatrices), mais je vois aussi maintenant comment il est difficile de la mettre en pratique, surtout compte tenu des différents contextes de nos affiliés. Nous avons beaucoup gagné en 20 ans, mais à présent, après avoir visité deux de nos affiliés en Asie, je vois certains des mêmes défis que vous avez évoqués lors de l'atelier de 2009 à Durban et je suis curieuse de savoir ce que nos leaders en pensent. J'apprécie simplement que nous ayons cette discussion, car elle clarifie également le travail que nous devons faire en tant qu'organiseurs travaillant avec nos affiliés.

**Pat Horn**

Il est vrai qu'au cours des 10 premières années, nous avons beaucoup accompli en matière de leadership féminin, mais nous pouvons facilement revenir en arrière. Nous sommes encore dans une société patriarcale et nous devons maintenir nos efforts.

**Annie Diouf (CNTS – Sénégal)**

Nous avons pu promouvoir le leadership des femmes même au sein de la centrale syndicale.

**Jamalladin Ismayilov (Khidmat-ISH – Azerbaïdjan)**

Nous devons former les femmes au leadership et faire tout notre possible pour promouvoir leur leadership et les rendre autonomes. Nous devons introduire des représentantes des femmes à tous les niveaux de nos organisations respectives.

**Kadiatou Barry (CNTG – Guinée)**

Les femmes occupent quelques postes, mais elles ne sont pas toujours au sommet. Nous devons augmenter le nombre de femmes au niveau supérieur.

**Pat Horn**

Au cours des premières années, nous avons remarqué que de nombreuses organisations ressentait une sorte de pression des autres pour avoir placé les femmes aux niveaux supérieurs. Cela a aidé.

Questions au groupe :

1. Réfléchir au travail effectué par la direction de StreetNet en 2009 en matière des relations de classe parmi les vendeurs informels, et quel progrès y a-t-il eu depuis ce temps ?
2. Réfléchir à l'autonomisation des femmes à différents niveaux pour lutter contre l'inégalité persistante entre les sexes dans StreetNet et assurer la durabilité et le développement organisationnels ;
3. Réfléchir à ce qu'il reste à faire pour organiser les vendeurs informels pauvres et parvenir à leur représentation plus large.

**Discussion de groupe. Les groupes ont été divisés compte tenu des langues auxquels ils parlaient**

**Groupe espagnol**

**Herminio Diaz (Festives - Le Salvador) :** Plusieurs femmes n'ont aucun désir de participer à des postes de direction. Elles doivent souvent effectuer des tâches ménagères et s'occuper des enfants. Nous avons

essayé de les inciter et d'augmenter leur participation. Nous constatons que beaucoup de gens ne veulent obtenir que les avantages et ne pas non la charge de travail.

Les vendeurs ne se voient pas comme des travailleurs. Ils se considèrent comme des vendeurs et non comme des travailleurs. Etant représentants du secteur, nous avons besoin d'une campagne forte qui leur fera comprendre qu'ils sont des travailleurs. Ils doivent revendiquer leurs droits en tant que travailleurs. C'est ainsi qu'ils accepteront leur responsabilité.

Nous sommes tout à fait d'accord avec le quota de 50 %. Cela signifie l'égalité. Nous ne sommes pas d'accord sur le quota supérieur. Ce ne sera pas égal. Si nous augmentons le quota, il n'y aura pas assez de femmes dans les organisations pour remplir ce quota.

### **Groupe russophone**

**Irina Yaskevich VMESTE – Biélorussie** : les femmes ont une grande responsabilité - elles sont souvent des soignantes. Le leadership des femmes signifie également fournir des structures d'accueil et des services de garde d'enfants. Parfois, les femmes ne souhaitent pas occuper des postes de direction à cause de l'attitude des hommes qui les rabaisse.

Les femmes travaillent plus de 40 heures par semaine. Les femmes leaders sont nécessaires pour comprendre les problèmes des femmes et les présenter directement aux homologues des négociations. Les femmes sont assez fortes pour être de bonnes dirigeantes.

### **Groupe anglophone**

**Lorraine Sibanda (ZCIEA – Zimbabwe)** : depuis 2009, des progrès significatifs ont été réalisés. SNI a promu l'engagement avec les autorités locales ; il a organisé des formations sur les techniques de négociation et s'est battu pour l'attribution de l'espace de marché et de meilleures conditions de travail. Il a également plaidé pour la ratification et la mise en œuvre de la Convention 190 de l'OIT.

La question est maintenant de défendre les femmes au-delà des chiffres. Renforcer leur voix et leur donner confiance, voilà ce pourquoi nous devons travailler.

### **Groupe francophone**

**Angelique Kipulu (LDFC – RDC)** : Nous avons plus de femmes leaders que d'hommes. Nous devons mieux nous organiser pour rendre les femmes plus proactives. Le but est leur autonomisation et les rendre indépendantes des autres. Les femmes organisent souvent des coopératives et des activités pour générer des revenus pour elles-mêmes. Nous devons plaider en faveur de l'aide des institutions pour faciliter ces initiatives.

### **Observations finales**

Pat a remercié tout le monde pour une participation très active et une discussion progressive. Elle a remercié la direction de SNI pour la contribution effectuée en matière de la résolution des questions centrales de StreetNet et de ses membres.

Elle a également invité les participants à lire le rapport de l'atelier de 2009 et à parcourir à nouveau la Constitution de StreetNet.

La première journée de session s'est terminée par une tonalité et une compréhension de la nécessité d'autonomiser davantage de femmes et de développer davantage d'activités uniquement pour les femmes afin de renforcer leur capacité et leur confiance pour pouvoir se présenter aux postes de direction dans leurs organisations respectives et leur permettre de négocier avec les gouvernements et faire part de leurs préoccupations.

---

## **SESSION DU DEUXIÈME JOUR**

### **Intervention de Maira Vannuchi**

Nous savons que la classe et le genre sont fondamentaux pour StreetNet, faisant partie de ses principes directeurs, mais pourquoi ne pas approfondir un peu plus ces deux concepts ?

#### **Classe sociale**

##### **Qu'est-ce que la classe sociale ?**

C'est un groupe de personnes qui se ressemblent sur certains critères, notamment économiques.

Dans le capitalisme, les classes sociales se distinguent les unes des autres en fonction du pouvoir d'achat, des revenus, de la position sociale, du niveau d'éducation, du niveau de vie, de l'accès et de la qualité des services de base, tels que l'éducation, la santé, la mobilité, la culture, le logement, les garanties sociales, le sport, qui garantissent le plein développement humain.

La classe dominante (avec le plus grand pouvoir d'achat, les riches) est celle qui contrôle directement ou indirectement l'État et les moyens de production. Ils concentrent la richesse, les privilèges et détiennent le pouvoir afin que la structure de la société continue d'être maintenue de cette façon.

La classe ouvrière, quant à elle, rassemble des groupes de personnes plus pauvres, dont la force de travail est exploitée par la classe dirigeante. Dans le capitalisme, la classe ouvrière a sa propre main-d'œuvre comme sa ressource la plus précieuse. Il s'agit de la vente de votre temps de travail, de votre énergie, en échange d'un salaire. La classe dirigeante a besoin de cette main-d'œuvre pour faire fonctionner les moyens de production et générer de la richesse.

La classe ouvrière produit la richesse de ses propres mains, mais ne reçoit qu'un salaire qui garantit le minimum pour survivre, tandis que la classe dirigeante concentre tout le profit et le surplus. Cette inégalité constitue l'engrenage de l'économie capitaliste.

Indépendamment du fait que la société n'est pas structurée uniquement avec des relations ouvriers-patrons, la logique selon laquelle la classe ouvrière doit rester pauvre et travailler tous les jours, tout son temps et dépenser toute son énergie pour faire tourner le moteur de génération de richesse dans les pays, ne recevant en échange que le minimum pour survivre, règne dans le monde entier. C'est ainsi que fonctionne le système capitaliste.

##### **Qu'est-ce que la conscience de classe ?**

Jamalladin Ismayilov : Karl Marx. Couches sociales : classes supérieures et inférieures. Différenciation sociale. Discussion de 200 ans. Nous avons tous parcouru ces définitions et comprenons votre point de vue.

Maira : Lorsque vous reconnaissez à quel groupe de la société vous appartenez et que vous vous identifiez à lui, vous commencez à agir pour défendre les intérêts de votre classe sociale.

### **Quels sont les intérêts de la classe ouvrière ?**

Outre le droit au travail, il est dans l'intérêt des travailleurs que la dignité soit assurée dans leur vie, comme dans toute leur existence humaine ; que le travail leur assure, ainsi qu'à leur famille, une existence digne et protégée, c'est-à-dire : un travail décent (conditions de travail saines, sans violence) et une protection sociale (pouvoir tomber malade et accoucher sans avoir faim ; pouvoir prendre sa retraite à un âge avancé, rémunération suffisante pour survivre dans de bonnes conditions, pouvoir s'organiser, avoir la possibilité d'évoluer, avoir l'égalité raciale et de genre, etc.).

### **Agissons-nous toujours pour défendre notre propre classe ?**

Il serait naturel. Nous agissons pour défendre notre famille, notre communauté, tout ce qui compte pour le bien-être de nos vies. Cependant, il existe des pièges. Il y a 100 ans, il n'y avait pas de droit du travail, les détenteurs du pouvoir interdisaient aux syndicats d'exister pour s'assurer qu'il n'y avait pas de contestation. Aujourd'hui, après de nombreuses luttes, nous avons le droit à la libre association, à la négociation (du moins la plupart des travailleurs, mais malheureusement pas tous). Ainsi, les mécanismes de contrôle de la force des travailleurs unis sont sophistiqués, et ils passent par des illusions qui sont vendues de manière rusée pour que les choses restent comme elles ont toujours été et ne changent pas.

Le piège important est le suivant, on dit que : « Si je fais tout ce que la classe riche fait, je serai riche aussi. Si je me concentre sur mon développement, si je travaille dur, je serai capable de monter dans la classe sociale ». Il s'agit d'une vision individualiste. Elle est illusoire, car il existe une structure qui fonctionne pour que les plus pauvres continuent à être pauvres, et continuent à générer les richesses du monde en échange du strict minimum pour survivre. Et que les plus riches continuent à être les plus riches, peu nombreux, concentrant la richesse et le pouvoir. Pour défier cette structure, il n'y a qu'un seul moyen : la force collective.

Entreprendre, avoir une bonne idée, déployer des efforts, investir des ressources, avoir la foi, bâtir une entreprise qui génère des revenus du travail est une vertu des travailleurs, qui créent, risquent et transpirent pour gagner leur pain quotidien. **Mais attention, nous ne pouvons pas penser que nous sommes des entrepreneurs avant de nous considérer comme des travailleurs, car, bien que n'ayant pas de patrons, nous faisons partie de la classe ouvrière. Nous ne sommes pas des chefs d'entreprise, appartenant à la classe dirigeante.** L'idée d'entrepreneuriat a été appropriée par la pensée capitaliste pour nourrir l'individualisme et l'illusion qu'il est possible à chacun de vaincre la pauvreté individuellement. Par contre, ce n'est pas le cas. Nous devons nous reconnaître en tant que travailleurs, beaucoup d'entre eux se donnent la main, s'arment, construisent des forces et des solutions collectives pour pouvoir faire face au système inégalitaire qui régit notre société. Par conséquent, il faut que les travailleurs du monde entier s'unissent !

Le manifeste des travailleurs indépendants écrit en 2011 au Nicaragua, qui a réuni des penseurs pour réfléchir sur les travailleurs indépendants, affirme que l'exploitation économique n'a pas seulement lieu dans l'usine ou dans le processus immédiat de production, mais trouve plutôt son expression dans chaque échange marchand. Dans le capitalisme, ce n'est pas cependant une minorité composée principalement d'ouvriers industriels qui est exploitée, mais plutôt les milliards qui sont condamnés à subordonner leur travail à l'hégémonie du marché capitaliste. Ils proposent d'appeler l'ensemble du conglomérat de travailleurs hors de l'emploi formel le prolétariat indépendant, dans la mesure où ils sont appauvris et paupérisés par le capital tout en contribuant d'une manière ou d'une autre à la génération de richesses et de plus-value par le labeur de leur corps.

Le système capitaliste actuel est celui qui génère chaque jour plus de chômage, obligeant les travailleurs à trouver leurs propres moyens de survie, au point qu'aujourd'hui, la plupart des travailleurs du soi-disant tiers-monde qui survivent par leurs propres efforts sont des travailleurs indépendants, tandis que la classe ouvrière traditionnelle se réduit. Ce processus transforme les travailleurs indépendants en la plus grande classe sociale au monde.

Les travailleurs qui ne reçoivent pas de salaire fixe, comme les vendeurs de rue, sont parfois qualifiés de « petits entrepreneurs », dans le but de les éloigner du monde du travail. Néanmoins, tant que nous générons des richesses et des excédents qui sont saisis par le capital à travers le marché capitaliste, leur condition est exactement celle d'un ouvrier exploité par le capital, c'est-à-dire qu'ils sont des prolétaires - mais pas des ouvriers salariés.

Une autre question importante concerne le rôle et la responsabilité de l'État. Lorsque le droit du travail a été créé, après de nombreuses luttes, il a été établi que l'État devait veiller et garantir que les travailleurs aient, par la loi, le droit à la dignité (prendre sa retraite, pouvoir tomber malade sans avoir faim, pouvoir avoir des enfants, conditions de travail décentes, etc.). Il pourrait s'agir soit de s'assurer que les entreprises qui profitent des efforts des travailleurs soient responsables de ce coût, soit par le biais des droits sociaux, la force de travail qui fait bouger les économies des pays retrouve sa dignité humaine garantie par l'État. Et c'est justement ce dont nous parlons lorsque nous formons et encourageons nos affiliés à pousser les négociations, car nous parlons de la nécessité de garantir des droits qui sont les nôtres.

### **Qu'est-ce que le genre ? Observation du public**

**Jamalladin Ismayilov:** Dans la société capitaliste, le secteur informel constitue la majorité des travailleurs. Pourtant, nous sommes toujours dans une société dominée par les hommes.

**Suvarna Ragunan (dans le chat):** le genre est un système, quand les hommes détiennent le pouvoir et les femmes sont opprimées.

**Maira Vannuchi:**

La structure sociale dans laquelle les hommes ont un pouvoir dominant dans diverses branches de la société. Dans une culture patriarcale, l'homme assume la responsabilité et l'autorité politique, économique, morale et religieuse sur les femmes et les enfants confiés à sa protection.

Dans le système capitaliste, la culture patriarcale fait partie du système de domination, qui en plus de la domination de la classe dirigeante est dominée par les hommes, de sorte que la figure féminine est dévalorisée et opprimée dans diverses dimensions de la société.

La division du travail selon le sexe existe dans de nombreuses sociétés depuis de nombreuses années. Les hommes et les femmes s'occupaient de différentes parties de la production et de la reproduction de la vie, mais il y avait, en quelque sorte, un équilibre, une importance et une appréciation égales du travail accompli par chacun.

Le patriarcat, c'est quand cet équilibre n'existe plus et quand il y a une domination d'un genre sur un autre, où les hommes sont les seuls à pouvoir décider, régner, travailler hors du foyer, définir les règles familiales, se déplacer librement, et les femmes sont enfermées, en tant que personnes subordonnées aux hommes, exclues de la vie sociale, de la vie politique, de l'économie, des décisions. Et, bien souvent, elles sont encore victimes de violences des hommes. Et tout cela étant vu du point de vue de la loi comme une chose légale, puisque ce sont les hommes qui font et déterminent la politique.

**Le patriarcat est une société dans laquelle la valeur des hommes est considérée comme supérieure à celle des femmes.** La lutte pour une société juste et égalitaire consiste à faire face à cette structure inégalitaire qui constitue notre société.

Et parce qu'il en est ainsi depuis plusieurs années, il est très courant que les femmes aient moins d'espace et de conditions d'existence, et cela inclut leur action politique dans les organisations représentatives. Dans le monde, les hommes dominent la plupart des espaces où les décisions sont prises. Ils ont toujours agi dans l'espace public et c'est pourquoi ils sont majoritaires. Par conséquent, pour avoir une société égalitaire, une organisation égalitaire qui défend et renforce la valeur et l'importance des femmes dans la participation aux espaces de réflexion, de construction et de décision, ainsi que des règles sont nécessaires pour garantir leur participation. **Ce ne sont que des hommes qui doivent fournir cet espace aux femmes pour qu'elles occupent ces places qui leur reviennent de droit. En outre, vu que les femmes représentent la moitié de la population mondiale, elles doivent être dans les sièges décisionnels de la moitié des organisations, congrès, écoles, universités, etc.**

Cependant, souvent parce qu'elles n'ont pas un environnement favorable à leur épanouissement ou très peu d'opportunités, ou bien, en raison des familles qui restreignent la liberté, ou encore le volume de travail domestique (cuisine, ménage, rangement, garde d'enfants et des personnes âgées) qui est encore très faiblement divisé entre hommes et femmes, les femmes cèdent leur place, et c'est pourquoi, nous devons travailler sur l'autonomisation des femmes, afin qu'elles soient soutenues et encouragées à prendre leur place dans les organisations. Il leur est important, compte tenu de ce qu'elles peuvent et sont capables de faire pour prendre soin du monde, participer à des organisations, des gouvernements, exercer les professions les plus diverses. C'est pourquoi nous travaillons dur sur l'autonomisation des femmes, car il est nécessaire de renforcer celles qui ont été opprimées et entravées pendant des centaines d'années.

**Discussion sur la question du genre dans la société :**

**Nash Tysmans (dans le chat)**

Ce n'est pas naturel, mais l'ensemble construit des rôles assignés aux hommes et aux femmes.

**Eleni Rozali (dans le chat)**

Un système de société ou de gouvernement dans lequel le père ou l'homme le plus âgé est le chef de la famille et la descendance est comptée à travers la lignée masculine.

**Sofia Trevino (dans le chat)**

Pendant que je lisais le matériel, je ne pouvais pas m'empêcher de penser qu'il nous manquait une conversation plus large sur l'oppression. Bien sûr, la classe est un système d'oppression, mais aussi de racisme, de sexisme, d'hétérosexisme, d'impérialisme.

L'oppression à laquelle les vendeurs de rue sont confrontés et contre laquelle ils se battent se situe également à différents niveaux (institutionnel, interpersonnel ou intériorisé), et je me demande si la stratégie envisage de lutter contre l'oppression au-delà de la classe et du sexe et à différents niveaux ?

**Kateryna Yarmolyuk-Kroeck (dans le chat)**

Je soutiens également l'idée que le genre est socialement construit et qu'il peut changer avec le temps.

**Irina Yaskevich**

Souvent, les femmes ont la possibilité de se considérer comme des leaders, dès leur enfance.

**Margarida Teixeira (dans le chat)**

Un autre aspect qui complique la discussion est que la classe est socialement construite, mais pas le genre, et il peut être difficile pour les gens de faire la distinction entre le genre et les stéréotypes de genre qui y sont associés. C'est ce qui fait que tant de gens pensent que l'oppression de genre est « naturelle », même lorsqu'ils admettent que d'autres formes d'oppression sont d'origine humaine.

**Angelique Kipulu**

Le genre est une construction idéologique. On parle parfois du genre faible. Des opportunités sont refusées sur la base de cette idée.

**Jeanette Nyiramasengesho**

Dans certains pays, l'égalité des sexes n'est que rhétorique. Nous devons changer les mentalités.

**Maya Gurung**

Le manque d'opportunités commence au niveau de la maison. Il existe des différences entre les garçons et les filles dans le processus d'éducation. Cela se traduit par une disparité salariale et un manque de représentation au niveau politique.

**Jamalladin Ismayilov**

Parfois, les hommes et les femmes se réfèrent aux stéréotypes traditionnels. Dans de nombreux pays, l'homme est le pourvoyeur, mais les femmes ont aussi de sérieuses responsabilités, et elles doivent être soutenues.

### **Jeanette Nyiramasengesho**

Parfois, cette question n'est pas bien comprise parmi les travailleurs de l'économie informelle. Parler des questions de genre peut causer des perturbations dans les familles.

### **Suvarna Ragunan (in chat)**

Je suis d'accord avec vous, Maya Gurung. . . ce changement de mentalité doit commencer à la maison ! Il s'agit de la façon dont nous sommes élevés et des valeurs qui nous sont enseignées.

### **Komi Kessouagni**

La question du genre, la question de l'égalité entre les hommes et les femmes, est une façon de donner de la valeur aux femmes et de valoriser l'humanité.

### **Pat a repris la session :**

- Le principal problème est la combinaison de la classe et du genre
- Dans une société capitaliste, on développe une division sexuelle du travail
- Nous luttons pour ne pas être contraints aux stéréotypes de genre et de travail
- Par nos résolutions fondatrices, nous nous engageons à nous concentrer sur les plus pauvres parmi les pauvres. Nous avons des outils, comme la résolution fondatrice, qui peuvent être utilisés à cette fin.

### **Comment ces outils peuvent-ils être utilisés efficacement ?**

**Pat a demandé aux participants** quelles parties de la Constitution de StreetNet mentionnaient la classe et le genre ?

### **Jamalladin Ismayilov**

La constitution de SNI est très bien utilisée au niveau organisationnel, mais moins au niveau régional. Peut-être que les points focaux régionaux peuvent prendre l'initiative d'améliorer cet aspect.

Les participants ont souligné les points suivants de la Constitution de SNI :

3.2 visant à développer et renforcer les capacités et le leadership des vendeuses de marché, des vendeuses de rue et des colporteuses à tous les niveaux de l'organisation ;

3.3 visant à construire une base d'informations sur le nombre de membres et sur la situation des vendeurs de marché, des vendeurs de rue et des colporteurs ambulants dans différentes parties du monde, avec une désagrégation des données par le sexe ;

3.5 qui, en reconnaissance des différences de classe qui existent entre les vendeurs du marché, les vendeurs de rue et les colporteurs, stipule que StreetNet devrait donner la priorité à l'amélioration des vendeurs du marché, des vendeurs de rue et des colporteurs les plus pauvres ;

3.8 visant à promouvoir des politiques correctionnelles pour rectifier l'environnement qui nie l'égalité des chances aux vendeurs, aux marchands ambulants et aux colporteurs et nuit à leur potentiel productif ;

3.9 visant à encourager les jeunes vendeurs de rue, les vendeurs de marché informels et les colporteurs âgés de 18 à 35 ans, en particulier les jeunes femmes, à participer activement aux activités et au leadership à tous les niveaux de l'organisation ;

5.2 Le nombre de voix d'une organisation membre sera déterminé par le principe de la représentation proportionnelle, en fonction du nombre de membres cotisants, cela veut dire des vendeurs de marché, des vendeurs de rue et/ou des colporteurs appartenant à l'organisation ou à ses affiliés (cotisant selon la pratique et les politiques des organisations respectives).

8. StreetNet consiste des structures suivantes :

Le Congrès international qui se réunit au moins une fois tous les quatre ans. Il est composé des délégués du Conseil international et de toutes les organisations membres, en fonction du nombre de ces derniers. Le Conseil international qui se réunit annuellement, composé de onze (11) membres élus en plus du président international, du vice-président, du secrétaire et du trésorier, dont au moins (50 %) doivent être des femmes.

Le Comité exécutif qui est le sous-comité du Conseil international, composé de sept personnes. Il se réunit tous les trimestres.

Les structures régionales établies dans chaque région par StreetNet. Elles représentent des structures autonomes, coordonnées par des organisations de Points focaux régionaux nommés par le Congrès International ou le Conseil international.

L'organisation doit :

exister en tant que telle, séparément de ses membres ;  
être en mesure de posséder des biens et d'autres actifs ;  
pouvoir ester en justice et être poursuivi en son propre nom.

9.1 Composition

9.3 Quorum

9.4.2 Deux ou plus des quatre membres du Comité exécutif international élus doivent être des femmes.

10.1 Composition du Conseil international

10.8.1 Le Comité des Jeunes est un sous-comité qui rend compte au Conseil international de StreetNet et au Comité exécutif. Il est composé de deux membres de chaque région de StreetNet (une femme et un homme), élus par les jeunes membres âgés de 18 à 35 ans dans chaque région pour une durée n'excédant pas trois ans.

## **Comment pouvons-nous utiliser les conclusions du rapport 2009 mieux que nous ne l'avons fait jusqu'à présent ?**

### **Jamalladin Ismayilov**

Je suggère de rédiger une lettre d'appréciation à adresser aux femmes travaillant dans diverses régions par la direction de SNI.

### **Irina Yaskevich**

Je suggère que nous créions un document officiel que l'organisation internationale remettra aux autorités lorsque les affiliés vont négocier.

### **Pat Horn**

Irina et Jamalladin soulèvent la question de la reconnaissance externe. Il existe un autre niveau de reconnaissance, à l'intérieur de notre organisation. Pourquoi continuons-nous à élire des gens dans la classe supérieure ?

Les leaders peuvent former d'autres personnes de la classe inférieure. Il est important de rester conscient de ce problème. Répondant à Herminio, je dis aussi que le 50/50 est déjà notre politique et que le changer nécessiterait une modification de la Constitution.

Dans les pays où nous sommes présents, la majorité des vendeurs de rue sont des femmes. Les quotas sont normalement créés en fonction des statistiques.

J'espère qu'il y aura plus de discussions sur la division du travail.

---

## **Outils et stratégies de plaidoyer/médias : suggestions**

**Jamalladin** : La direction peut envoyer des lettres officielles aux gouvernements, en les signant au nom de l'organisation.

### **Herminio Diaz**

Au Salvador, nous n'avons aucune liberté d'expression ou d'association. Nous devons montrer que nous faisons partie d'une organisation internationale. 21 membres sont détenus.

### **Alberto Santana**

Les femmes ont parfois des contraintes spécifiques. Je suggère que nous organisons des formations pour les hommes, afin de les aider à reconnaître la valeur des femmes dans les postes de direction.

### **Irina Yaskevich**

Nous avons besoin de plans de protection pour les femmes qui veulent être des leaders.

**Jane Masta (dans le chat)**

Certains lieux et horaires entravent également la participation des femmes, ainsi que certains éléments culturels.

**Pat Horn**

Certaines contraintes sont culturelles et spécifiques aux pays. Nous devons également planifier des stratégies de plaidoyer dans les pays, ainsi que dans les régions.

**Kateryna Yarmolyuk-Kroeck**

Le plaidoyer doit commencer au niveau local. Il n'y a pas de priorité ciblée au niveau local. Nous nous appuyons sur les points focaux régionaux pour connaître la situation sur le terrain.

**Nash Tysmans (dans le chat)**

Cette conversation fait également référence à la façon dont nous nous organisons, n'est-ce pas ? Comment choisissons-nous qui participera, qui prendra la parole, sur quels sujets se concentrer, etc. ? Je pense que nous devons avoir ces conversations difficiles avec nos affiliés sur la classe et le genre. Peut-être, il nous faudra même revenir sur les questions du travail effectué en 2009 et demander nous-même si ces questions sont toujours pertinentes pour nos membres.

Les médias sont importants, mais aussi l'éducation et la réflexion constante. Je pense que nous nous habituons à travailler d'une certaine manière, mais nous devons par ailleurs évaluer où nous en sommes.

**Irene Doda (dans le chat)**

Ma réflexion porte sur le côté médiatique de la discussion : je pense que nous pouvons mettre en évidence et communiquer davantage sur les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes et essayer de représenter la diversité des conditions, des classes et des cultures, tout en suivant dans notre communication le principe de « l'unité dans la diversité ».

**Pat Horn**

Le personnel élaborera un plan de suivi sur les médias et la stratégie de plaidoyer.

Pat a également remercié tout le monde pour une discussion très active et très profonde et a noté un leadership actuel fort de StreetNet qui comprend la question de classe et de genre et a une bonne intention de promouvoir davantage l'autonomisation des femmes et à tous les niveaux organisationnels.

Oksana Abboud et Pat Horn ont clôturé la session.

Oksana a remercié Pat et Maira pour leur excellente animation des deux sessions et a souligné que cette discussion doit être poursuivie et même reproduite au niveau des affiliés régionaux et nationaux pour une meilleure compréhension et un renforcement des capacités de plaidoyer de nos membres.